



TEXTE DE REFERENCE

AGRONOMES ET VETERINAIRES SANS FRONTIERES

PREVENTION DES EPIZOOTIES ET LUTTE CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE : POUR UN RENFORCEMENT DU MAILLAGE DES SERVICES VETERINAIRES ET DES SERVICES D'APPUI A L'ELEVAGE FAMILIAL DANS LES PAYS DU SUD

Avril 2006

En 2004, la grippe aviaire se développe et est officiellement déclarée épizootie majeure en Asie du Sud-est, accompagnée d'un risque pandémique pour l'homme. *Agronomes et vétérinaires sans frontières* développe alors une coopération d'appui au secteur de l'élevage paysan dans deux des pays de la région depuis plus de 10 ans au Cambodge et 4 ans au Vietnam. S'appuyant sur des équipes professionnelles mixtes européennes et asiatiques, expertes en matière de développement de l'élevage, de renforcement des services de santé animale, de gestion de projets, *Agronomes et vétérinaires sans frontières* décide alors de s'impliquer dans la lutte contre la grippe aviaire.

Celle-ci est en effet susceptible d'engendrer des pertes économiques importantes pour les petits producteurs et leurs familles que l'association accompagne depuis plusieurs années, à cause de la forte mortalité dans les élevages de volailles atteints de grippe aviaire.

Agronomes et vétérinaires sans frontières dispose par ailleurs d'une bonne connaissance du terrain, de relations déjà établies avec les services vétérinaires nationaux, et d'une accumulation de résultats et

références de projets menés en appui à des petits paysans du Vietnam et du Cambodge. Les organismes internationaux alors concernés comme la FAO, l'OIE, la Banque Mondiale, l'AFD¹, sont par ailleurs intéressés à développer des collaborations étroites avec une ONG comme la nôtre présente sur le terrain auprès des familles paysannes

Depuis lors, pour les mêmes raisons, les équipes d'*Agronomes et vétérinaires sans frontières* en Afrique ont été mobilisées dès l'arrivée du virus H5N1 sur ce continent. Les équipes en Amérique latine et Caraïbes sont aujourd'hui impliquées dans des instances de coordination de la lutte contre la grippe aviaire dans ces régions.

Quels enseignements tirons-nous aujourd'hui de cette crise ? Que nous apprend la grippe aviaire ? Voici présentée ci-dessous quelques conclusions auxquelles *Agronomes et vétérinaires sans frontières* est parvenue, réflexions nécessairement appelées à évoluer avec l'approfondissement des connaissances scientifiques et l'évolution de la situation dans le monde.

Quels enseignements au-delà de la crise et de l'urgence ?

Il nous semble nécessaire d'inscrire l'analyse sur cette panzootie dans le cadre d'une réflexion à long terme et non dans un positionnement frénétique face à une situation médiatiquement qualifiée d'urgente.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en terme strictement économique, d'autres pathologies graves sévissent à travers le monde et obèrent dramatiquement les capacités des populations à se nourrir et à obtenir de leur élevage des revenus décents. L'un des exemples les plus proches de la grippe aviaire est la maladie de *Newcastle* qui, alors que des moyens de contrôle existent, continue à ravager les élevages du Sud dans l'indifférence générale.

Pour *Agronomes et Vétérinaires sans frontières*, cette catastrophe sanitaire, comme d'autres catastrophes naturelles², révèle surtout et avant tout **la faiblesse extrême des services à l'agriculture à gérer les risques** : en l'occurrence, ce sont les carences des services de santé animale (pris dans leur acception au sens large, c'est-à-dire regroupant services vétérinaires publics, vétérinaires et techniciens vétérinaires privés et éleveurs constitués en groupements) qui expliquent l'inefficacité des mesures. Poussés par des organisations multilatérales, de nombreux Etats du Sud se sont désengagés de leurs prérogatives d'appui aux agricultures paysannes, conduisant à des situations dramatiques comme nous le révèle entre autre phénomène la crise actuelle de la grippe aviaire : l'absence totale de chaîne de contrôle épidémiologique des plus hauts services de l'Etat jusqu'au paysan (personnel qualifié – vétérinaires – en nombre largement insuffisant, budget inexistant, etc.)

Certains ont par ailleurs cru bon de trouver dans le petit élevage familial le bouc émissaire de cette situation. Outre que cette position est sans fondement comme nous l'expliquerons plus devant, il révèle une méconnaissance totale des conditions de vie des petits paysans : **l'élevage familial est une donnée de base de l'agriculture des pays du sud, où il remplit des objectifs et fonctions essentielles de sécurité alimentaire et de création de richesse en milieu rural** : l'élevage familial constitue un ciment social sans lesquels ces pays seraient encore plus vulnérables.

La crise de la grippe aviaire nous oblige donc aujourd'hui à réaffirmer la nécessité de prendre en compte l'importance sociale, économique et environnementale de ces élevages dans les politiques sanitaires et les politiques d'appui au développement rural.

¹ FAO : *Food and Alimentacion Organization* (Nations Unies), OIE : Office International des Epizooties, AFD : Agence Française de Développement

² Par exemple : les sécheresses récurrentes dans l'Est Africain

Ce qu'il faut savoir sur la grippe aviaire

Agronomes et Vétérinaires sans frontières n'est bien sûr pas un institut de recherche scientifique : notre action et réflexion se fondent à la fois sur les résultats publiés par les experts sur l'épidémiologie de la maladie et sur notre connaissance des réalités de l'élevage dans les pays concernés.

Ainsi force est de rappeler que le rôle des pratiques d'élevage industriel intensif (en particulier les fortes concentrations de volailles) dans l'émergence de cette épizootie mais également des épizooties de grippe aviaire de ces dernières années (Pays-Bas en 2003, Italie en 1999, Hong Kong en 1997) est avéré, bien que jamais mis en avant par les organisations internationales. L'élevage industriel réunit aujourd'hui des conditions exceptionnelles d'un point de vue épidémiologique, qui pourrait constituer une menace : il doit donc être repensé si à l'avenir la société souhaite se protéger de nouveaux départs d'épizooties.

Le rôle des oiseaux sauvages dans les épizooties observées depuis 2003 est probablement insignifiant. Certes, ils peuvent être la cause de l'arrivée des premiers cas dans un pays voire dans une province. Mais le rôle des mouvements d'animaux, au sein de marchés officiels ou parallèles, est certainement négligé : l'achat et la vente de volailles (poules, canards, poussins, canetons, etc.) sont de loin la principale cause de dissémination de la maladie d'un pays à un autre et au sein d'un pays.

Il existe par ailleurs encore bien des zones d'ombre dans notre connaissance sur l'épidémiologie locale de la grippe aviaire : transmission inter-spécifique, sensibilité des différentes espèces, existence de porteurs sains,...

Le risque pour la santé humaine, lié à la possibilité d'une recombinaison entre le virus H5N1 et un virus de grippe humaine, est à l'heure actuelle du domaine de la prospective : nul ne sait si ce scénario se réalisera, ni où, ni quand. Si sa dangerosité peut justifier des mesures exceptionnelles, il convient d'en noter la nature essentiellement préventive (principe de précaution).

Une commune, un district, une province, un pays, une région, un continent peuvent difficilement empêcher un ou plusieurs foyers de grippe aviaire, notamment dans les pays où l'élevage est peu organisé. L'enjeu est d'empêcher que le premier foyer, en contaminant un autre élevage, entraîne un 2^{ème} foyer, et ainsi de suite, d'où la nécessité de renforcer les capacités de détection et de réaction des différents acteurs de terrain (vétérinaires, éleveurs) dès l'apparition d'un premier foyer (mesures de confinement des élevages, d'isolement, voire d'abattage ciblé, ...).

Les pays ou provinces qui ont à la fois une forte densité en volailles au kilomètre carré et des services vétérinaires trop décentralisés, sans une vraie chaîne de commande verticale, auront donc de notre point de vue d'énormes difficultés à éradiquer la grippe aviaire.

Que faire ? Les mesures recommandées par Agronomes et Vétérinaires sans frontières

Agronomes et Vétérinaires sans frontières considère que la lutte contre la grippe aviaire relève des mêmes principes que ceux destinés à d'autres pathologies, ni plus ni moins : c'est en établissant **un système de santé animale cohérent et efficace**, c'est-à-dire capable essentiellement de récolter une information exhaustive et fiable sur la situation épidémiologique et de prendre efficacement les mesures de police sanitaire qui s'imposent que la lutte contre toute forme d'épizootie devient efficace.

En particulier, il convient de noter que ces mesures se déclinent selon un arsenal de moyens divers qu'il faut adapter à chaque contexte. A ce titre, la vaccination, qui n'est qu'un des moyens possibles d'une prophylaxie médicale, ne nous apparaît pas comme une panacée mais doit nécessairement

1. se justifier au regard des réalités du terrain,
2. s'inscrire dans une véritable stratégie de lutte,
3. s'organiser de manière efficace.

Force est de constater que ces trois conditions sont rarement remplies dans les pays en voie de développement, ou difficile à remplir³.

De plus, nous insistons sur la nécessité d'**inscrire un programme de lutte contre la grippe aviaire sur le long terme** ; nous devons tirer les enseignements de cette crise sanitaire sous peine de nous retrouver dans une situation analogue dans quelques années. Force est de rappeler que ce virus H5N1 n'est qu'un avatar du virus grippal, après de nombreux autres épisodes critiques dus à d'autres types ; il est donc certain que d'autres épizooties se produiront dans l'avenir.

Pour un renforcement du maillage des services vétérinaires dans les pays du sud

Alors que les services vétérinaires sont aujourd'hui déclarés comme un "bien public international" par la Banque Mondiale, il est clair que la clé du contrôle de la grippe aviaire réside, dans les pays du sud ou pays dits en développement, dans le renforcement des services de santé animale, lequel ne peut voir le jour que si les comportements changent, avec en particulier la nécessaire **organisation de la concertation entre les trois acteurs du système : services vétérinaires publics, praticiens (vétérinaires ou techniciens) privés et éleveurs**. Pour que cet indispensable trépied soit consolidé, il conviendrait en particulier de :

- réformer l'enseignement dans les facultés vétérinaires et les écoles d'agriculture.
- augmenter la motivation des vétérinaires fonctionnaires : meilleure rémunération, responsabilisation, formation continue.
- mettre en place une vraie collaboration entre services vétérinaires publics et praticiens vétérinaires (ou para vétérinaires) privés.
- mettre fin à l'extrême décentralisation des services vétérinaires dans beaucoup de pays (Vietnam, Chine, Indonésie, Ethiopie, etc.), la situation actuelle ne permettant ni une information fiable, ni une chaîne de commande verticale (donc une gestion cohérente et efficace de la maladie).
- sensibiliser les éleveurs, appuyer la structuration ou consolidation d'organisations d'éleveurs en capacité de les représenter, défendre leurs droits, devenir de réels interlocuteurs des services des Etats, et responsabiliser ainsi fortement leurs structures représentatives.

Repenser les pratiques industrielles intensives d'élevage et favoriser les échanges locaux

Dans l'objectif de prévenir l'émergence de nouvelles épizooties (suite à la crise H5N1) dans les pays industrialisés ou dans les pays en développement misant sur l'élevage industriel de volailles (Chine, Brésil...), il est souhaitable d'alerter les pouvoirs publics, les industriels de la volaille et le public sur la nécessité

- de repenser les pratiques industrielles intensives d'élevage, en particulier au regard des fortes densités de volaille qui doivent autant que possible être limitées,

³ La vaccination contre la grippe aviaire des volailles requiert en particulier une double vaccination à 3 semaines d'intervalles et une logistique importante pour la couverture totale des effectifs à vacciner : conditions souvent difficiles à remplir dans des pays sans infrastructure routière développée, à habitat dispersé, avec des élevages disséminés et non clos, etc.

- de limiter les mouvements commerciaux sur de longues distances et de favoriser les marchés locaux nationaux.

L'argument économique peut être avancé, la crise actuelle montrant que les pratiques intensives et les échanges commerciaux font courir un risque économique considérable aux producteurs industriels de la volaille. Mais l'argument santé publique (risque de pandémie humaine) est également et naturellement de taille.

Remettre sur pied des dispositifs et services d'appui aux élevages paysans

Finale^ment, l'élevage paysan ne doit pas devenir le bouc émissaire de cette crise, trop facilement et rapidement désigné, mais au contraire faire l'objet de politiques volontaristes pour des dispositifs et services d'appui adaptés et renforcés : assistance technique, recherche, services de santé animale de proximité, accès au financement, etc.

Ces élevages sont fondamentaux dans les pays du sud : trésorerie et source de revenus pour des familles paysannes souvent marginalisées, source de viande et protéines pour des populations urbaines en forte augmentation, ces élevages sont fondamentaux pour la sécurité alimentaire de nombre de pays du sud. Les expériences développées par *Agronomes et vétérinaires sans frontières* en Afrique de l'Ouest ou en Asie du sud-est en particulier ont démontré qu'avec un investissement limité, l'amélioration des conditions de production de volaille ou petits ruminants permet une augmentation notoire de revenus pour des familles paysannes. La mise sur place de services de santé animale de proximité (formation d'auxiliaires vétérinaires villageois) articulés à des vétérinaires privés, eux-mêmes suivis par les services de l'Etat permet des gains de productivité très importants en milieu rural paysan de même qu'une limitation forte et une maîtrise des risques d'épizootie.

Devenue un enjeu planétaire et parvenue au premier rang de l'information mondialisée, la crise de la grippe aviaire a au moins un mérite essentiel : elle démontre mieux que tout autre forme d'interpellation des décideurs politiques et du grand public qu'appuyer les agricultures et élevages paysans au sud et promouvoir des services publics d'appui technique et sanitaires ne sont pas seulement des actes de solidarité envers des populations et pays défavorisés. Il s'agit aussi de nous protéger d'éventuelles crises et épizooties futures. De l'avenir des agricultures du Sud dépend aussi directement notre propre avenir au Nord.